Date: 28/09/2001 OJD: 166 938

Page: 50 Rubrique: -





ENTRETIEN JEAN-CLAUDE TRICHET, GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE

Il faut continuer à préparer l'euro, à consommer et à investir comme avant les attentats

Le Revenu: Quels sont les acquis de l'euro?

Jean-Claude Trichet: L'euro est un projet historique remarquable, sans précédent, et que les Français de toutes sensibilités ont voulu. Il présente des avantages considérables. D'abord, il permet d'achever le Marché unique européen, cette immense entreprise commencée en 1956. La libre circulation totale, dans l'espace européen, des hommes et des femmes, des biens et des services, et des capitaux, ne pouvait être complètement achevée que par la création d'une monnaie unique. Nous en avons d'ores et déjà un grand bénéfice économique. Imaginez ce que serait le marché unique des États-Unis si la monnaie était différente à New York, à Los Angeles, etc. Deuxièmement, l'euro nous protège contre les perturbations internationales. Nous avons, avec l'euro, complètement éliminé les problèmes monétaires et financiers au sein même de l'Europe qui naissaient immédiatement d'une perturbation mondiale: crises de changes, perturbations diverses, hausse des taux d'intérêt de marché. L'euro en fait la preuve en ce moment. Enfin, l'union fait la force: la monnaie de l'ensemble économique européen dispose d'une influence dans le monde sans commune mesure avec les monnaies de chacune de ses composantes. Et les billets en euros, les mêmes pour 305 millions d'Européens, sont une illustration concrète puissamment symbolique de l'Union des Européens.

Le Revenu: Les attentats du 11 septembre aux États-Unis ne risquent-ils pas de peser sur la consommation et d'accentuer le ralentissement économique des deux côtés de l'Atlantique, en rendant plus difficile pour les citayens européens le passage à l'euro? Jean-Pierre Chevènement vient d'ailleurs de demander un report de la monnaie unique. Jean-Claude Trichet: Au contraire, les Européens doivent continuer à préparer l'euro avec méthode et ardeur! Il faut garder son sang-froid. Le plus beau cadeau que l'on pourrait faire aux terroristes serait de changer nos grands projets, de bouleverser nos programmes et nos intentions en matière de consommation et d'investissement. Il faut continuer à agir comme nous le faisions auparavant et de façon aussi déterminée. L'Europe était sur son propre rythme économique. En France, l'enquête que nous avons publiée le 14 septembre était plutôt encourageante, puisque les chefs d'entreprises estiment que, pour le troisième trimestre 2001, la croissance devrait être de +0,4%, un peu plus qu'au deuxième trimestre. La première qualité dans des circonstances exceptionnelles, c'est le sang-froid. Sangfroid des dirigeants, sang-froid des institutions et des banques centrales en particulier, sangfroid des citoyens.

Le Revenu: L'unique mandat de la Banque centrale européenne est la stabilité des prix. Estimez-vous cependant, en tant que membre de son Conseil de politique monétaire, que les trois baisses de taux directeurs effectuées cette année seront suffisantes pour doper la croissance en Europe?

Jean-Claude Trichet: Nous suivons attentivement la situation avec mes dix-sept collègues de la BCE. Toutes nos décisions sont collégiales. Nous avions décidé deux baisses de taux et nous venons, lundi 17, de procéder à une très importante baisse de 0.5% en concertation avec la Réserve fédérale. Cette dernière décision est un triple signal de confiance: confiance dans notre pleine maîtrise des tensions inflationnistes, confiance dans les capacités de croissance équilibrée de l'Europe, confiance dans la capacité de l'économie mondiale de poursuivre une croissance saine. N'oublions pas que le strict respect de notre mandat de stabilité des prix crée les conditions d'une croissance durable: la stabilité des prix renforce la confiance des consommateurs et donc la consommation des ménages, essentielle en ce moment pour la croissance. Et assurer la stabilité des prix permet aussi d'avoir des taux d'intérêt de marché bas et de créer un

Date: 28/09/2001 OJD: 166 938 Page: 50

Page: 50 Rubrique: -



environnement favorable à la croissance.

Le Revenu: À plusieurs reprises dans le passé, vous avez estimé que l'euro disposait d'un potentiel d'appréciation vis-à-vis du dollar. Est-ce toujours le cas?

Jean-Claude Trichet: Je vous répondrai par une seule phrase: «Un euro fort, solide est dans l'intérêt de l'économie européenne.»

Le Revenu: Même si l'Insee assure qu'il n'y a pas d'inflation, les Français constatent tous les jours des augmentations de prix en préparation du passage à l'euro, Craignez-vous une bausse des prix?

Jean-Claude Trichet: En aucune manière le passage à l'euro ne doit être un prétexte pour hausser les prix. Ceux qui croiraient qu'ils peuvent le faire feraient un très mauvais calcul commercial parce qu'ils se signaleraient à l'attention des associations de consommateurs et ils ne peuvent pas manquer, dans une économie qui attache une grande importance à la concurrence, de se signaler négativement. J'appuie totalement M. Fabius lorsqu'il appelle les entreprises à la responsabilité. La Banque de France compte beaucoup aussi sur la vigilance des consommateurs et des associations de consommateurs. Ceci dit, si nous avions une inquiétude sérieuse sur les prix, à cause du passage à l'euro, nous n'aurions pas baissé, lundi 17, les taux dans l'Euro Système. Nous avons confiance en la baisse de l'inflation en Europe. Rien n'est jamais gagné d'avance et il faut rester toujours vigilants. Mais je crois pouvoir exprimer cette confiance au niveau européen et français.

Le Revenu: Un blocage des prix - éventuellement sectoriel serait-il une arme intéressante? Jean-Claude Trichet: Je ne crois pas du tout, pas du tout, que nous en soyons la. Nous sommes heureusement dans une économie de marché. Je crois à l'efficacité de la responsabilité des entre-

prises, à la perception de leur intérêt commercial bien compris et à la vigilance des associations de consommateurs.

Le Revenu: Alors qu'on évoque parfois un assèchement des liquidités en francs, le Conseil des gouverneurs de la BCE s'est opposé à une alimentation en billets en euros des particuliers avant le 1st janvier 2002. Pourquoi?

«Nous voulons inciter
les particuliers à acquérir
en priorité les pièces,
car c'est l'acquisition
des pièces qui est
le problème logistique

majeur»

Jean-Claude Trichet: En ce qui concerne l'alimentation des billets en francs, il n'y a actuellement aucune espèce de problème d'aucune sorte. Je peux vous garantir totalement qu'il y aura évidemment partout en France assez de billets en francs pour que l'économie française puisse fonctionner parfaitement avec les moyens de paiement qui lui sont nécessaires jusqu'au 31 décembre 2001. Nous ne préalimentons pas les particuliers en billets pour trois raisons. Nous voulons inciter tous (les particuliers à acquérir en priorité les pièces, car c'est l'acquisition des pièces qui est le problème logistique majeur. Les billets auraient pu dissuader les particuliers de se fournir en pièces. Le deuxième argument est légal: les billets que la BCE et les banques nationales émettent auront cours légal le 1^{er} janvier 2002 à 0 heure. Or il y avait un risque de confusion pour nos concitoyens

incités à utiliser l'euro «scriptural» et ne pouvant utiliser les billets de banque en euros qu'ils auraient eu déjà dans leurs poches avant le 1^{er} janvier. Rappelons qu'il y aura un délai de sept semaines pour que ces billets se substituent entièrement aux billets en francs, même si c'est au cours des dix premiers jours ouvrables que se fera la plus grande partie de la substitution. Enfin, dernier argument, il fallait éviter le plus possible qu'il y ait au moment du passage à l'euro un certain type de faux monnayage. Il fallait décider. Ce sont les principaux arguments qui nous ont convaincus. Il y en a d'autres naturellement.

Le Revenu: Le plan Vigie-Euro vous semble-t-il suffisant pour assurer la sécurité des transports de fonds lors du passage à l'euro? Jean-Claude Trichet: Je m'en remets à l'ensemble des travaux qui ont été menés au sein du Comité national de l'euro présidé par Laurent Fabius et auquel participait notamment le ministre de l'Intérieur, avec le soutien du ministre de la Défense. Le consensus d'experts est que nous avons pris les précautions nécessaires. Il faut bien sûr être extraordinairement vigilants.

Le Revenu: La Commission européenne prépare une proposition de règlement pour obtenir des banques la baisse et l'alignement du prix des paiements interfrontières. Ce projet vous semble-t-il juste?

Jean-Claude Trichet: Il n'y a pas de réponse simple. Les billets et les pièces sont un instrument de paiement gratuit. Il ne faudrait pas en perdre l'usage. Un autre moyen de paiement très utilisé en France est le chèque. Le Date: 28/09/2001 OJD: 166 938 Page: 50

Rubrique: -

Le Revenu

chèque étant payant dans les autres pays européens, il n'est pas gratuit pour les paiements transfrontières. J'en déconseille l'usage à l'étranger à nos concitoyens. Il existe d'autres moyens de paiement: le moins coûteux est le virement. Il faut généraliser les paiements par virement. Quant aux cartes de crédit, un réseau a déjà assuré tarifer de la même manière les transactions nationales et paneuropéennes au sein de la zone euro. Je compte sur la concurrence pour que cette initiative se généralise. Nous sommes dans une économie de marché où la pression de la concurrence joue.

> PROPOS RECUEILLIS PAR ROSELYNE DE CLAPIERS ET JEAN-DENIS ERRARIO



